

Repères

Chronologie

7 août 1998 Attentats d'Al-Qaïda contre les ambassades américaines à Nairobi (Kenya) et Dar es-Salaam (Tanzanie). Oussama Ben Laden devient un homme recherché par les Etats-Unis.

11 septembre 2001 Attentats d'Al-Qaïda à New York et à Washington. Oussama Ben Laden déclare que la chute des tours du World Trade Center a « dépassé tous ses espoirs ».

16 décembre 2001 Fuite présumée d'Oussama Ben Laden des montagnes de Tora Bora, dans le Sud-Est afghan, vers le Waziristan, dans les « zones tribales » pakistanaises.

Nuit du 1^{er} au 2 mai 2011 Une unité de l'armée américaine tue Oussama Ben Laden lors d'un raid hélicoptère contre sa villa à Abbottabad, au Pakistan.

Sur LeMonde.fr

Jérôme Batout, philosophe et économiste : « Oussama Ben Laden, Barack Obama : prendre la vie, donner la mort » ; **Kai Ambos**, professeur de droit pénal à la Georg-August-Universität Göttingen : « Les terroristes ne sont pas sans droit(s) » ; **Gérome Truc**, sociologue, membre de la Casa de Velázquez à Madrid : « La mort de Ben Laden, la liesse américaine, et nous » ; **Hervé Glevarec**, chargé de recherche au CNRS, et **Ariane Hudelet**, maître de conférences en études anglophones à l'université Paris-Diderot : « Jack Bauer a-t-il tué Ben Laden ? » ; **Mabrouck Rachedi**, écrivain : « Pourquoi je ne me réjouis pas de la mort de Ben Laden » ; **Bélich Nabli**, directeur de recherches à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), et **Carlo Santulli**, professeur à l'université Panthéon-Assas : « Mort de Ben Laden : "Justice a été faite" ? » ; **Karim Pakzad**, chercheur associé à l'IRIS, ancien professeur de sciences politiques à Kaboul : « Le Pakistan détient désormais un rôle encore plus central ».

Il est plus facile de tuer un homme que d'effacer son image

Le monde entier a appris l'exécution de Ben Laden comme s'il s'agissait de l'éradication définitive et légitime de la présence du mal sur la planète. Dans le même mouvement, on assista pourtant à la rediffusion d'images vieilles de dix ans ou plus encore, celles du visage christique et du corps prophétique de celui dont la mort semblait devoir soulager l'Univers du démon. Ainsi l'iconographie médiatique pérennisait l'aura iconique de l'ennemi. Combien de personnes ont-elles vu Ben Laden en chair et en os depuis deux décennies ?

On doit pouvoir les compter en incluant bien sûr ceux qui ont contribué à sa disparition. L'homme dont l'image est partout a choisi de ne jamais se montrer. Dès le lendemain de sa mort, la question de la visibilité ou de l'effacement du cadavre a fait l'objet d'une polémique : était-il salutaire et politiquement habile de ne diffuser aucune image qui ferait la preuve de la mort réelle d'un homme réel ? Est-ce que l'absence d'image fait courir le risque du doute, mais aussi la menace d'un culte lié à sa résurrection ?

Tel est le destin de l'image, à savoir de n'appartenir ni au monde des vivants ni à celui des morts sans cesser pour autant d'appartenir à la société des spectateurs. L'image est-elle un passeport pour l'immortalité ? Dans l'imaginaire de nos cultures, il y a deux modèles majeurs du triomphe de l'image sur la mort : la tradition christique de l'image ressuscitée, la tradition monarchique des deux corps du roi. Aucun de ces deux modèles ne fonctionne vraiment dans le cas de Ben Laden et cela pour une bonne raison ; c'est que, dans le cas des deux registres invoqués, celui qui devient image et triomphe de la mort a d'abord été bien vivant, présent dans son corps corrompible puis célébré dans son éternité imputrescible.

Marie-José Mondzain

Philosophe

On lisait bien récemment dans *Le Monde* que Mitterrand était redevenu « l'icône de la gauche ». Mitterrand avait justement su manifester et organiser le spectacle de sa vie réelle et assurer par ses doubles funéraires l'immortalité de son image. L'art du règne n'est pas, comme le croient naïvement les despotes qui nous gouvernent, une simple industrie du spectaculaire, c'est avant tout un art de l'apparition et de la disparition.

L'homme réel qu'Obama a fait exécuter n'avait sans doute plus beaucoup de pouvoir réel et vivait comme un simple reclus loin de tout regard. Il n'était plus qu'un nom sans réalité charnelle, une image sans consistance. Mais il fallait justement faire périr cette image et c'est là une tâche plus difficile que celle de tuer un homme. Il fallait l'extraire de son invisibilité sans pour autant lui rendre la visibilité du captif ni même celle du mort. Décider de ne pas montrer celui que l'on a réussi à débusquer et le faire aussitôt disparaître, c'est là la tension dialectique entre les instances du pouvoir. Rendre l'image impuissante, tel était l'enjeu délicat de cette exécution.

Ben Laden, en devenant invisible de son vivant, pensait sans doute assurer sa puissance symbolique et son immortalité. Il y a dix ans, la destruction des tours new-yorkaises fut un geste spectaculaire, une mise en scène dont l'excès de visibilité recueilli par les images a eu les effets les plus contradictoires. Avec le 11-Septembre, Ben Laden faisait son entrée spectacu-

laire dans l'invisible. Il devint l'habile metteur en scène de sa propre iconicité en n'ayant plus jamais donné la moindre preuve de son existence réelle.

Était-il mort, était-il vivant ? Tous les bruits couraient sur cette existence aussi menaçante qu'improbable. Les années passent, Ben Laden reste inchangé, conforme au stéréotype de la piété et de la beauté monastique, il fait voyager à travers le monde l'ahistoricité de sa face sans rides. Il a opté pour la vie spectrale d'un corps sans matière traversant la planète d'écran en écran sans que l'on puisse lui attribuer un temps ou un lieu. Ben Laden a, de son vivant, donné corps à son immortalité.

Rien, ni avant sa mort ni après elle, ne fait la preuve d'une réalité. Seulement des images. Ben Laden n'est qu'une image et a

« Rendre l'image impuissante, tel était l'enjeu délicat de cette exécution »

choisi de n'être que cela, puisque c'est la condition du pouvoir télévisuel sur la masse mondiale des spectateurs. La relation entre deux photos me paraît exemplaire de cette situation paradoxale qui fit de l'homme invisible l'objet de la fascination et de la terreur. L'une est celle que *Le Monde* [10 mai] a publiée à l'occasion d'un article concernant les rapports des Etats-Unis et du Pakistan. Pourquoi, diable, publier cette « image vidéo d'Oussama Ben Laden » regardant la télévision, télécommande en main ? Image diffusée, dit la légende, par le département d'Etat américain. Je défie qui que ce soit de dire à qui appartient ce buste vu de dos dans la pénombre face à la blancheur indéchiffrable d'un écran vide.

Quel intérêt cette photo a-t-elle pour

nous ? Pour le savoir, il faut la mettre en face d'une autre photo : celle qui, depuis le Pentagone, montre Obama spectateur de l'exécution de Ben Laden. Le président est de face, dans la lumière, le regard suspendu à la scène que nous ne voyons pas : la mort de Ben Laden. Nous sommes les spectateurs qui voient Obama spectateur de la disparition d'un homme dont il veut détruire l'image sans nous la montrer. Le sentiment que donne l'éclat de cette photo c'est que, d'une certaine façon, « il n'en croit pas ses yeux ».

Pourtant, cette exécution brutale est bien réelle, Obama est en train de voir Ben Laden comme nous ne l'avons jamais vu et comme nous le verrons jamais, comme si personne ne pouvait finalement le voir, qu'il soit vivant ou mort. On ne saurait reconnaître plus exactement la nature imprenable et incorruptible de l'image. La stratégie de Ben Laden témoigne d'un changement de paradigme en matière d'invisibilité : le pouvoir n'est plus qu'un théâtre d'ombres, peuplé de formes impalpables, d'avatars imputrescibles devenus les opérateurs de puissances émotionnelles : le fanatisme, l'idolâtrie, la terreur ou la haine.

On a vu les images télévisées de la rue américaine. La joie éclate alors que tout le monde sait parfaitement que l'organisation d'Al-Qaïda ne tient pas son existence de la vie d'un seul homme. Quant à la signification politique de cette mort, il est probable qu'elle en a peu, voire pas du tout, sauf précisément pour l'image d'Obama et encore de façon bien fragile.

Mais nous, citoyens et spectateurs de ce que l'on veut bien nous montrer, nous restons parfaitement libres et capables de n'accorder à ce phénomène médiatique aucune consistance politique. Ce qui se joue est ailleurs et cela depuis longtemps. Pour nous, Ben Laden n'a même pas besoin d'avoir existé. ■

Le « printemps arabe » contre les idéologies

Comme le chantait Bob Dylan, « *there's a battle outside raging* » : au-dehors la bataille fait rage. Je voudrais aborder un aspect méconnu de cette bataille qui agite le monde contemporain et qui porte sur la divergence des lectures et interprétations. La notion de lecture est en effet au cœur du conflit entre philosophies religieuses en ce nouveau millénaire.

D'un côté, nous avons les partisans de l'islamisme radical (dont Oussama Ben Laden), qui s'arrangent pour interpréter ce texte allusif qu'est le Coran comme s'ils pouvaient en ramener toute la poésie à une signification étroite et univoque. De l'autre, les chrétiens fondamentalistes, particulièrement actifs aux Etats-Unis, qui s'imaginent être les seuls à comprendre la Bible, quitte à en évacuer les subtilités, les contradictions, les paradoxes et les imprécisions, pour cautionner la xénophobie, la misogynie, l'homophobie et toutes sortes de « mauvaises pensées ».

Aucun des deux livres sacrés ne se prête à une lecture littérale : par essence, l'interprétation a vocation à ouvrir des horizons de liberté. Mais cela n'empêche pas les littéralistes d'avancer des thèses souvent saugrenues. Pour ma part, je suis convaincu que le conflit qui oppose aujourd'hui la lecture libérale des textes (de la foi) et les forces du dogmatisme est bien plus généralisé. Il y a des intégristes catholiques. Il y a des juifs ultraorthodoxes. Je ne serais pas étonné d'apprendre que des partisans d'une lecture littérale se recrutent aussi chez les bouddhistes (les Cingalais du Sri Lanka, peut-être), les hindous, voire les taoïstes (bien que, d'après le Tao, le langage même nous éloigne de Dieu).

Il faut reconnaître que le langage constitue un système lacunaire, approximatif, et que l'idéologie, telle qu'elle se formule à travers le langage, que ce soit dans les mots d'ordre nationalistes ou dans les dogmes religieux, n'est jamais pure, toujours décevante. Ce constat, nous le devons à cette culture européenne libérale qui définit le cosmopolitisme par la tolérance, la fluctuation et la différence, c'est une balise pour tous ceux qui cherchent leur chemin, en laissant derrière eux des civilisations pousseuses et des orthodoxies religieuses.

Oussama Ben Laden fulminait contre la démocratie européenne et les Etats-Unis,

Rick Moody

Ecrivain américain

Auteur d'« A la recherche du voile noir » (Editions de l'Olivier, 2004)

colonie européenne, au nom d'une conception médiévale de l'exégèse et de l'idéologie. Il avait beau disposer d'une technologie militaire ultramoderne, les méthodes qu'il employait étaient obscurantistes, brutales, intolérantes, odieuses et injustifiables. Son assassinat par le gouvernement américain – car il s'agit bien d'un assassinat – a débarrassé les Etats-Unis et le monde entier d'un barbare qui n'aurait sûrement pas hésité à récidiver.

Cet assassinat a pourtant quelque chose de trouble. En tant que pacifiste, j'ai été choqué par les événements survenus au Pakistan et je suis effaré par la violence gratuite dont témoigne le meurtre en général, quel que soit celui qui le commet. Mais, en tant que romancier qui réfléchit sur le langage,

« Je suis effaré par la violence gratuite dont témoigne le meurtre en général, quel que soit celui qui le commet »

cet assassinat me paraît d'autant plus déplorable. L'apologie de l'assassinat comme substitut d'un procès où la balance pencherait en faveur de la justice, sa glorification dans la rue, dans les universités américaines, dans la presse à scandales, nous rabaisse au même niveau philosophique que ceux que nous détestons.

Certes, l'assassinat de Ben Laden peut se justifier par une abondance de versets bibliques ou coraniques : « *œil pour œil, dent pour dent* », « *celui qui a vécu par le glaive périra par le glaive* », etc. Mais cette logique légitimerait tout aussi bien une vengeance contre les Etats-Unis et l'Occident pour l'avoir perpétré. Du moins est-ce une conclusion plausible si l'on s'en tient à l'interprétation figée des textes religieux antérieurs à la modernité.

Le « printemps arabe », qui coïncide

avec la neutralisation de Ben Laden, relève d'une tout autre tendance. Le renversement des despotes au Maghreb et au Moyen-Orient promeut une conception bien plus exaltante de la démocratie et de la tournure qui prendra la gouvernance actuelle. Ces mouvements de révolte reposent sur une conception de l'Etat qui renvoie directement à la chute du mur de Berlin en 1989, aux manifestations de Tiananmen, à Mai 68, à la Révolution française et à l'indépendance américaine. Qui peut assister sans une intense émotion à la chute des dictatures en Tunisie et en Egypte et, demain peut-être, en Syrie, en Libye, au Yémen et ailleurs ?

Ces soulèvements ont un caractère tellement populaire qu'ils ne correspondent à aucune étiquette politique. Dans l'ensemble, ils ont été lancés par des armées de mécontents, issus d'horizons politiques les plus divers. Des démocrates à l'occidentale côtoient des islamistes marginalisés, des zélotes et des pragmatistes, des guerriers et des ouvriers, des écrivains et des fonctionnaires, qui, tous ensemble, s'insurgent contre les despotes. Ils n'ont plus rien à perdre et, ayant tout perdu, ils se font entendre.

On pourrait être tenté d'assigner à ces bouleversements une signification dogmatique, d'y plaquer un discours idéologique. Mais les révolutions les plus humaines sont celles qui ne dépendent d'aucune idéologie, ni de préceptes moraux, ni de l'exceptionnalisme que revendiquent les islamistes comme la droite américaine. Le désir de démocratie est le fait des gens ordinaires, qui manifestent la volonté de donner un sens à leur vie, avec un minimum d'interférence idéologique venue de l'extérieur, que ce soit de l'appareil d'Etat ou des institutions religieuses.

Ainsi, en ce moment même, le monde musulman guide l'Occident loin des sinistres trompettes d'Al-Qaïda. Espérons que le printemps arabe sonne aussi le glas du fondamentalisme chrétien et que le conflit des interprétations, matrice de la liberté de dissension, de la liberté d'association et de la liberté religieuse, fasse éclore les idéologies polyphoniques de ce monde pluraliste qui est le nôtre. Cette diversité reste notre force ; nos lectures en font la preuve. ■

Traduit de l'anglais par Myriam Dennehy

Tuer l'ennemi public n° 1, est-ce « rendre justice » ?

Dans son discours du 2 mai annonçant la mort de Ben Laden, le président américain explique avoir autorisé une opération pour le capturer et le « traduire en justice ». Puis, indiquant qu'un combat s'est engagé et que Ben Laden a été tué, il ajoute à l'attention des familles de victimes d'Al-Qaïda que « *justice est faite* ». Cela peut surprendre : s'il suffisait de le tuer pour rendre justice aux victimes, pourquoi l'objectif était-il prétendument de l'arrêter ?

A moins que le but n'ait jamais été de le capturer vivant. La Maison Blanche est désormais revenue sur ses déclarations initiales, et il apparaît que Ben Laden n'était pas armé au moment de l'assaut et qu'aucune fusillade n'a eu lieu. Si les forces spéciales Navy Seals avaient eu la consigne de l'arrêter, elles auraient été en mesure de le faire. L'administration Obama n'avait en réalité aucun intérêt à capturer Ben Laden. Elle a sans doute préféré éviter un nœud de problèmes : l'incarcération, le procès, la défense de l'accusé, la publicité qu'il aurait pu en tirer, la question de la peine capitale et le risque d'attentats et de prises d'otages durant toute cette période.

Si cette hypothèse est valide, l'opération était un « assassinat ciblé », selon l'expression rendue publique par Israël en 2000 pour désigner le fait de tuer de manière intentionnelle et préméditée des leaders terroristes. Plusieurs autres gouvernements, dont les Etats-Unis et la Russie, ont adopté cette pratique. C'est ainsi que les Américains procèdent couramment en Afghanistan, en Irak, au Yémen et au Pakistan, à partir d'attaques de drones ou de forces spéciales. Le cas de Ben Laden n'est pas différent. Contrairement à l'exécution extrajudiciaire et à l'exécution sommaire, l'assassinat ciblé n'est pas nécessairement illégal en droit international, comme le montre un rapport des Nations unies de mai 2010 et de nombreuses publications juridiques.

Quoi qu'il en soit, le discours d'Obama reste cohérent dans un pays qui pratique encore la peine de mort et dans lequel traduire quelqu'un en justice peut effectivement résulter en son exécution. Défendre

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Maître de conférences au département de War Studies du King's College de Londres

la peine capitale, c'est par définition croire que tuer, c'est rendre justice.

Ce qui est plus troublant, en revanche, est que la France adopte la même rhétorique. Quelques heures après le président américain, le communiqué de l'Elysée estime lui aussi que : « *Pour ces victimes, justice est faite* ». Alain Juppé renchérit : « *Comme l'a dit le président Obama, aujourd'hui justice est faite* ». Dans un pays qui célèbre cette année le trentième anniversaire de l'abolition de la peine de mort sur son sol, qui, en 2007, inscrivait cette abolition dans sa Constitution et ratifiait le protocole européen relatif à l'abolition de la peine de mort « *en toutes circonstances* », comment comprendre que le chef de l'Etat et le ministre des affaires étrangères puissent déclarer officiellement que tuer quelqu'un permet de rendre justice ?

Logique du talion

Il y a là un affrontement entre deux écoles classiques de philosophie pénale. Ceux qui pensent que tuer permet de rendre justice ont une conception rétributiviste, tournée vers le passé, selon laquelle la raison d'être de la peine est d'imposer un dommage à l'auteur du crime, pour le punir de son action. C'est la logique du talion, qui est d'ailleurs utilisée par les partisans de la peine de mort. Ceux qui, au contraire, pensent que tuer ne permet pas de rendre justice ont une conception utilitariste, tournée vers l'avenir, selon laquelle la raison d'être de la peine est d'être utile à la société, en prévenant ou en réduisant le risque d'un certain comportement.

On peut considérer que tuer Ben Laden est légitime à certains égards. Mais dire que cela permet de « rendre justice » est contraire aux valeurs de la République française. ■